

# Task Force Takuba : déclaration politique des gouvernements allemand, belge, britannique, danois, estonien, français, malien, néerlandais, nigérien, norvégien, portugais, suédois et tchèque

Mise à jour : 27/03/2020 - Direction : DICOd

La situation sécuritaire au Mali, et plus largement au Sahel, reste une préoccupation majeure. Malgré l'engagement constant des forces nationales, régionales et internationales, des groupes armés organisés ne cessent de déstabiliser de larges portions du territoire malien, et sont maintenant présents au Niger et au Burkina Faso. De récentes attaques dans la zone des trois frontières, où l'État islamique au Grand Sahara (EIGS)/Daech défie l'autorité des États sahéliens, ont contraint les autorités régionales et la communauté internationale à accentuer leurs efforts dans cette zone.



Par ailleurs, la situation humanitaire se dégrade progressivement. De nombreux habitants ont été contraints de fuir leur domicile et de se réinstaller ailleurs du fait de la menace terroriste. Les attaques de groupes armés organisés menant des activités terroristes ont d'ores et déjà coûté la vie à de nombreux civils, mais aussi aux forces nationales et internationales. Cette situation coûte cher en souffrances humaines. Elle met aussi en lumière la nécessité de garantir le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international dans la région.

Une approche intégrée robuste est nécessaire pour inverser les tendances négatives actuelles et traiter les causes profondes de l'instabilité au Mali et dans la région du Sahel. Renforcer la sécurité permet de créer les conditions nécessaires au développement du Mali, à l'amélioration de la gouvernance et au respect de l'État de droit, qui sont, à leur tour, nécessaires pour parvenir à une paix durable. Il est essentiel que les gouvernements, la société civile et les populations locales s'approprient ces efforts et les mènent de concert. Stopper l'influence des groupes armés organisés menant des activités terroristes sur le terrain afin de soutenir efficacement les efforts des partenaires sahéliens est également crucial pour l'Europe. La solidarité et la coopération avec les gouvernements régionaux sont nécessaires si nous voulons protéger la sécurité et les intérêts à la fois de l'Europe et du Sahel.

Afin de contrer et de réduire la résilience des terroristes, mais aussi d'accompagner les efforts de l'opération Barkhane et de la Force conjointe du G5 Sahel, une réponse efficace et adaptée est d'une importance vitale.

L'engagement au Sahel doit être cohérent et implique des efforts dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, du développement et de l'humanitaire. La « Coalition pour le Sahel » servira de cadre à l'engagement stratégique et politique aux côtés du Sahel, soulignant le fait que des efforts complémentaires doivent être poursuivis dans les autres piliers. À la demande des autorités maliennes et nigériennes, L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LE DANEMARK, L'ESTONIE, LA FRANCE, LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL, LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, LE ROYAUME-UNI ET LA SUÈDE soutiennent politiquement la création d'une task force, intégrée au

commandement de l'opération Barkhane, visant à lutter contre les groupes terroristes dans la région du Liptako. Dénommée *Takuba*, cette task force sera principalement composée de forces spéciales européennes soutenues par des moyens essentiels fournissant un haut niveau d'autonomie. Elle conseillera, assistera et accompagnera les forces armées maliennes, en coordination avec les partenaires du G5 Sahel, la mission de l'ONU (MINUSMA) et les missions de l'UE (EUTM Mali, EUCAP Mali et EUCAP Niger), en s'appuyant pour ce faire sur une base légale robuste conforme au droit international. Nous saluons toutes les contributions, comme celles déjà annoncées par LA BELGIQUE, LE DANEMARK, L'ESTONIE, LA FRANCE, LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL, ainsi que la contribution envisagée de la SUEDE (processus de validation parlementaire en cours), et appelons à des engagements supplémentaires en faveur de cet effort européen commun qui vise à renforcer la sécurité, la gouvernance, le développement et le respect des droits de l'homme au Mali et dans la région, mais aussi à accroître la sécurité internationale.

La Task Force *Takuba* devrait atteindre sa capacité opérationnelle initiale (IOC) à compter de l'été 2020 et sa pleine capacité opérationnelle (FOC) début 2021. La Task Force *Takuba* pourra, de par sa structuration, agir rapidement et s'adapter face à l'évolution de la menace représentée par les groupes terroristes. Elle jouera un rôle clé dans l'autonomisation rapide des forces armées locales.

## **Task Force *Takuba*: political statement by the governments of Belgium, Czech Republic, Denmark, Estonia, France, Germany, Mali, Niger, the Netherlands, Norway, Portugal, Sweden and the United Kingdom.**

The security situation in Mali, and more broadly in the Sahel, remains a major concern. Despite constant engagement by national, regional and international forces, organized armed groups keep destabilizing large parts of Mali and are now present in Niger and Burkina Faso. Recent attacks in the three-border region, where the Islamic State in the Greater Sahara (ISGS)/Daesh is challenging the Sahelian states authority, has forced the regional authorities and the international community to focus more efforts on this area.

Meanwhile, the humanitarian situation is progressively deteriorating. Large numbers of locals have been forced to flee their homes and to relocate due to intimidation by terrorists. Attacks from organized armed groups conducting terrorist activities have already claimed the lives of many civilians, as well as national and international troops. This situation claims a high cost in human suffering. It also shed lights on the need to uphold the respect for human rights and international humanitarian law in the region.

A robust integrated approach is needed to reverse current negative trends and address root causes to instability in Mali and the Sahel region. Strengthened security enables conditions for the development efforts in Mali, improved governance and respect for the rule of law, which in turn are necessary to achieve sustainable peace. Ownership and unity of efforts by the governments, the civil society and the population in the region are crucial. Stopping the influence of organized armed groups conducting terrorist activities on the ground in order to support efficiently the efforts of Sahelian partners is also crucial for Europe. Solidarity and cooperation with regional governments are necessary in order to protect the security and interests of both Europe and the Sahel.

In order to counter and degrade terrorist resilience, and to accompany the efforts of operation Barkhane and the G5 Sahel Joint Force, an effective and tailored response is of vital importance.

Engagement in the Sahel needs to be coherent and include security, governance, development and humanitarian efforts. The "Coalition for the Sahel" will contribute as a framework for strategic and political engagement with the Sahel, underlining that complementary effort need to be pursued in the other pillars. At the request of the Malian and Nigerien authorities, BELGIUM, CZECH REPUBLIC, DENMARK, ESTONIA, FRANCE, GERMANY, the NETHERLANDS, NORWAY, PORTUGAL, SWEDEN and the UNITED KINGDOM politically support the creation of a task force, integrated to the command of operation Barkhane, aiming at tackling the terrorist groups in the Liptako region. Under the name of *Takuba*, this task force will be mainly composed of European Special Operation Forces supported by key enablers providing a high level of autonomy. It will advise, assist and accompany Malian Armed Forces, in coordination with G5 Sahel partners, the UN mission (MINUSMA) and EU missions (EUTM Mali, EUCAP Mali and EUCAP Niger), with a robust legal basis in compliance with international law. We welcome any contribution, as already declared by BELGIUM, DENMARK, ESTONIA, FRANCE, the NETHERLANDS and PORTUGAL, as well as the planned contribution by SWEDEN (pending parliamentary approval) and call for additional commitments to this common European effort aiming at strengthening security, governance, development and the respect for human rights in Mali and the region, as well as increasing international security.

Task Force *Takuba* is planned to have an initial operational capability (IOC) by the summer of 2020 and expected to become operational (FOC) by early 2021. Task Force *Takuba* is envisaged to act swiftly and to adapt to the evolving threat represented by terrorist groups and will play a key role in rapidly empowering local armed forces.